



Le regard des chercheurs : Un recul des préjugés antisémites

Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale

► To cite this version:

Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale. Le regard des chercheurs : Un recul des préjugés antisémites. La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2016, La Documentation française, pp.315-330, 2016, 9782110101716. hal-02409301

HAL Id: hal-02409301

<https://sciencespo.hal.science/hal-02409301>

Submitted on 18 Dec 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHAPITRE 3

UN RECU DES PRÉJUGÉS ANTISÉMITES

Le rapt et l'assassinat d'Ilan Halimi il y a juste dix ans, l'affaire Mérah (mars 2012), l'agression d'un jeune couple à Créteil (décembre 2014), l'attentat de l'Hyper Cacher (janvier 2015), l'attaque à la machette d'un enseignant juif à Marseille (janvier 2016) ... la multiplication et la gravité des violences ciblant des juifs en France alimente chez un nombre croissant d'entre eux le sentiment que l'antisémitisme, sous ses formes les plus brutales, est de retour. Plusieurs sondages témoignent de cette inquiétude¹, tout comme la hausse du nombre de juifs français partant pour Israël faire leur alyah². Au-delà des actes et menaces dont ils sont victimes, bien réels³, l'enquête annuelle de la CNCDH permet de suivre l'évolution des opinions à leur égard, depuis les attentats de 2015⁴. Or loin d'observer un retour de l'antisémitisme, sous ses formes traditionnelles ou sous de nouvelles formes associées à la critique d'Israël et du sionisme, on constate plutôt son reflux. C'est ce paradoxe qu'il convient d'expliquer.

1. Selon une étude commandée à IPSOS par la Fondation du judaïsme français, effectuée entre le 24 février et le 8 juin 2015 et supervisée par Dominique Schnapper (<http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2016-01-31-perceptions-et-attentes-population-juive-rapport-l-autre-et-aux-minorites>), 92 % des 313 personnes interrogées se définissant comme juives estiment que l'antisémitisme a augmenté (dont pour 67 % « beaucoup »). Selon une étude conduite en septembre 2015 par l'IFOP auprès d'un échantillon de 724 personnes se déclarant de confession juive ou ayant au moins un parent juif, 43 % des sondés affirment avoir déjà été « agressés parce que juifs », 51 % avoir fait « l'objet de menaces parce que juifs » et 63 % avoir été « insultés parce que juifs » (dans un livre à paraître de Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *L'an prochain à Jérusalem ?*, Paris, Editions de l'Aube, Fondation Jean-Jaurès). Une enquête menée pour l'Agence européenne pour les droits fondamentaux (FRA), en décembre 2012, auprès des communautés juives dans 8 pays européens, montrait déjà que les juifs français étaient de loin les plus inquiets (<http://fra.europa.eu/en/survey/2012/fra-survey-jewish-peoples-experiences-and-perceptions-discrimination-and-hate-crime>).

2. Selon l'Agence juive de 2000 à 2012 on comptait 1.600 Alyah de juifs français par an. Le chiffre est monté à 3 293 en 2013, 7 231 en 2014 et 7 900 en 2015.

3. Le décompte du ministère de l'Intérieur (voir la première partie de ce rapport) indique une forte progression des actes et menaces antisémites depuis la seconde Intifada. Dans les années quatre-vingt-dix on en comptait moins de 90 par an, en 2000 le chiffre monte à 743. Depuis il n'est jamais retombé en dessous des 200, et cinq fois déjà il a dépassé le seuil des 800. Et si au début des années 90, leur nombre était très minoritaire dans le total des actes et menaces racistes recensés, il devient majoritaire en 2000 (82 % du total), puis sur toute la période 2002 -2007 et de nouveau en 2014 (51 %), tandis que le niveau de violence de ces actes s'aggrave. Voir aussi Samuel Ghiles-Meilhac, « Mesurer l'antisémitisme contemporain : enjeux politiques et méthode scientifique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 62(2-3), avril-septembre 2015, p. 201-223.

4. L'enquête qui aurait dû se dérouler en octobre-novembre 2015 a été reportée aux 4-11 janvier 2016, en raison des attentats du 13 novembre. Elle figure dans les tableaux comme « Baromètre CNCNH 2016 », tandis que « Baromètre CNCNH 2015 » renvoie à l'enquête Flash « post Charlie » des 3-13 mars 2015 demandée par la CNCNH et le SIG pour saisir l'impact des attentats de janvier dans l'opinion.

Des traits d'image à la fois positifs et négatifs

L'enquête CNCDH de 2016 comporte huit questions relatives à l'image des juifs. Quatre d'entre elles sont posées régulièrement de manière identique à propos des principales minorités vivant en France. Elles portent sur la (non) reconnaissance de leur qualité de Français à part entière, de leur degré d'intégration dans la société, la nécessité ou non de sanctionner les insultes à leur égard et l'image positive ou négative de leur religion. Les quatre autres mesurent des préjugés anciens, spécifiques aux juifs. Sur tous ces indicateurs, les opinions antisémites reculent.

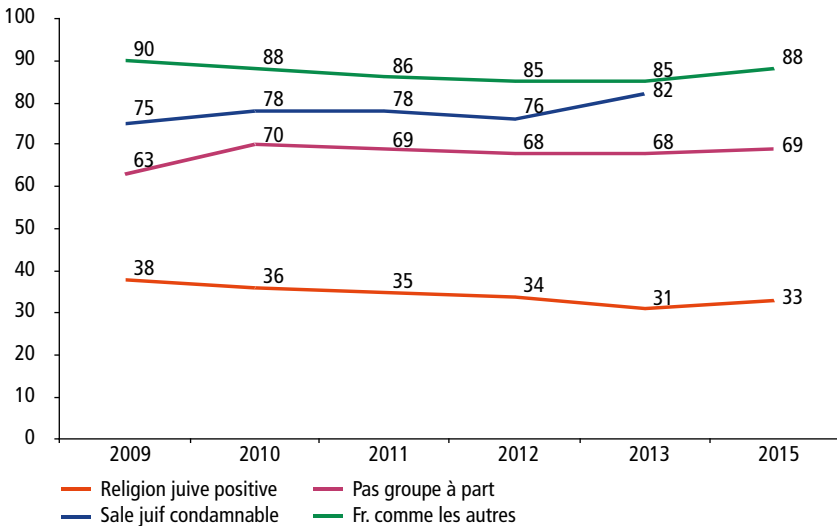
La minorité la mieux acceptée

Sur les quatre indicateurs relatifs aux minorités, les opinions à l'égard des juifs (figure 3.1) sont meilleures que pour les autres minorités. Le sentiment qu'il s'agit de « Français comme les autres », partagé par un tiers des personnes interrogées par l'IFOP en 1946, s'est imposé. Il frôle aujourd'hui 89 % (figure 3.1), soit une proportion supérieure de 13 points à celle observée pour les musulmans. La demande d'une condamnation judiciaire pour des propos insultants comme « sale juif » augmente, passée de 76 % en 2012 à 86 % depuis 2014, soit un niveau supérieur à celui qu'on observe pour toutes les autres minorités. L'idée que les juifs forment « un groupe à part » recule, au profit du sentiment qu'ils sont un groupe « ouvert », ou qu'ils « ne forment pas spécialement un groupe » (figure 3.1). Elle n'est en 2016 partagée que par 24 % des personnes interrogées, soit un chiffre comparable à celui observé pour les asiatiques, et inférieur de 9 points à celui des maghrébins, de 16 points à celui des musulmans, de plus de 50 points à celui des gens du voyage et des roms. La religion juive enfin évoque plutôt quelque chose de positif que de négatif à une proportion croissante de l'échantillon (40 vs 21 %) (figure 3.1), alors que la religion musulmane évoque plus d'opinions négatives que positives (34 % vs 32 %). Les juifs sont, plus que jamais, la minorité la mieux considérée en France aujourd'hui (voir aussi supra chapitre 1, figure 1.4).

La résistance des stéréotypes liés au pouvoir et à l'argent

D'autres questions du Baromètre CNCDH explorent des préjugés propres à chaque groupe, reflétant leur histoire spécifique. Quatre concernent l'image des juifs et là le bilan est plus contrasté, de vieux stéréotypes perdurent, mais leur niveau d'adhésion baisse.

L'idée que « les juifs ont un rapport particulier à l'argent » persiste, approuvée en 2016 par 41 % des personnes interrogées. Certes, comme le montrait l'étude qualitative faite par CSA en 2013, le lien juif/argent apparaît dans les entretiens, généralement sur le mode positif. La minorité juive est associée au travail et à l'effort, présentée comme un exemple à suivre aux populations issues de l'immigration arabo-musulmane. S'ils ont de l'argent ils le méritent, « ils l'ont pas volé ». Mais un stéréotype, même positif, reste du racisme, essentialisant un groupe. Il peut se retourner en négatif, susciter envie et ressentiment, voire dans des cas extrêmes constituer une incitation supplémentaire à des actes criminels comme

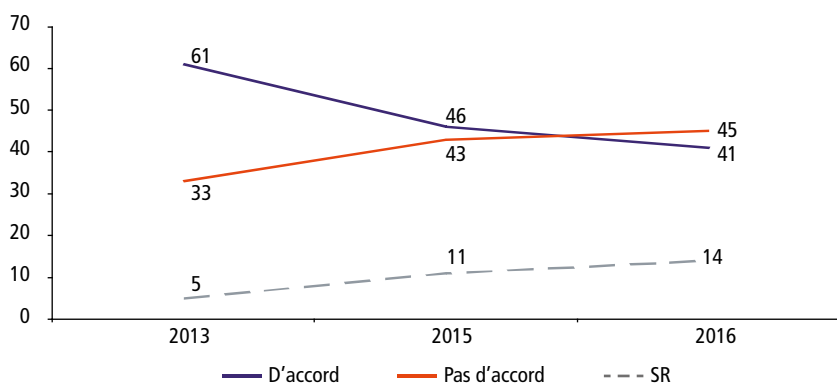
Figure 3.1. Opinions positives des juifs de France (%)

Source : Baromètres CNCDH.

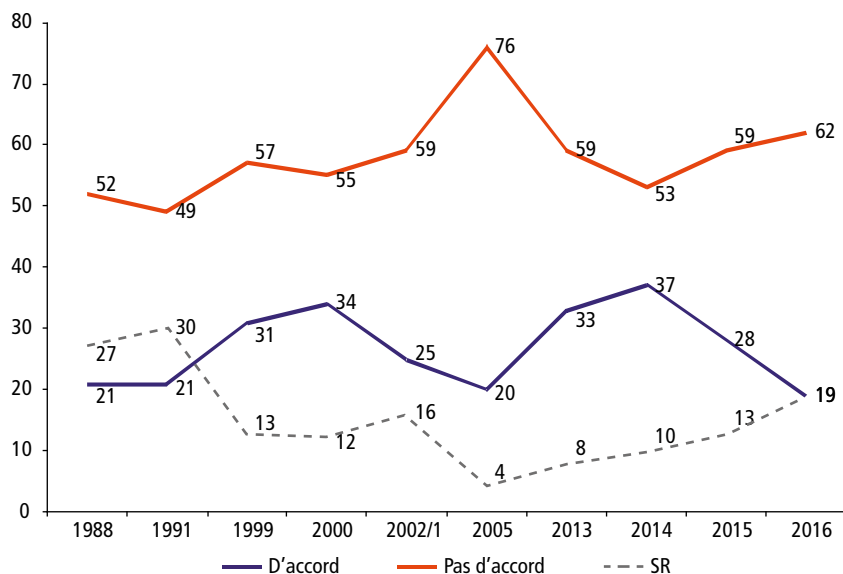
l'illustrent l'agression de Créteil en décembre 2014 ou, en 2006, le kidnapping et le meurtre d'Ilan Halimi⁵. Si l'adhésion au stéréotype de l'argent reste élevée, en deux ans toutefois son recul est considérable (figure 3.2). Elle est le fait de 63 % des personnes interrogées fin 2014, de 46 % après les attentats de janvier 2015, et de 41 % après ceux du 13 novembre soit une baisse de 22 points (figure 3. 2). Cette baisse correspond non seulement à une montée des réponses négatives (plutôt ou pas du tout d'accord : +12) mais aussi à une forte hausse des refus de se prononcer sur la question (+9). On peut interpréter ces refus de répondre de deux manières, dans le contexte post -attentats. Le contexte de solidarité et de compassion pour les victimes rendrait plus difficile l'expression d'opinions négatives à leur égard, et les juifs ont été particulièrement touchés en janvier avec l'attaque de l'Hyper Cacher. Plus généralement la psychologie sociale des émotions montre que les situations d'anxiété, comme celle provoquée par les attentats, modifient les activités mentales, amènent à remettre en cause les modes de pensée et les habitudes acquises, facilitent le réexamen critique. Les personnes interrogées prendraient plus le temps de réfléchir au lieu de répondre mécaniquement aux questions du sondage⁶.

5. Sur le danger des stéréotypes positifs voir Aaron C. Kay, Martin V. Day, Mark P. Zanna, A. David Nussbaum, "The insidious (and ironic) effects of positive stereotypes", *Journal of Experimental Social Psychology*, 49, 2013, p. 287–291.

6. Voir l'expérience du « stop and think » de John Zaller, *The nature and origins of mass opinion*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 et les travaux de George E. Marcus notamment son livre avec Russell Neuman et Michael B. Mackuen, *Affective intelligence and political judgment*, Chicago, University of Chicago Press, 2000, p. 113-125.

Figure 3.2 Adhésion à l'idée que les juifs auraient un rapport particulier à l'argent

Source : Baromètres CNCDH 2013-2016.

Figure 3.3. Adhésion à l'idée que les juifs auraient trop de pouvoir (%)

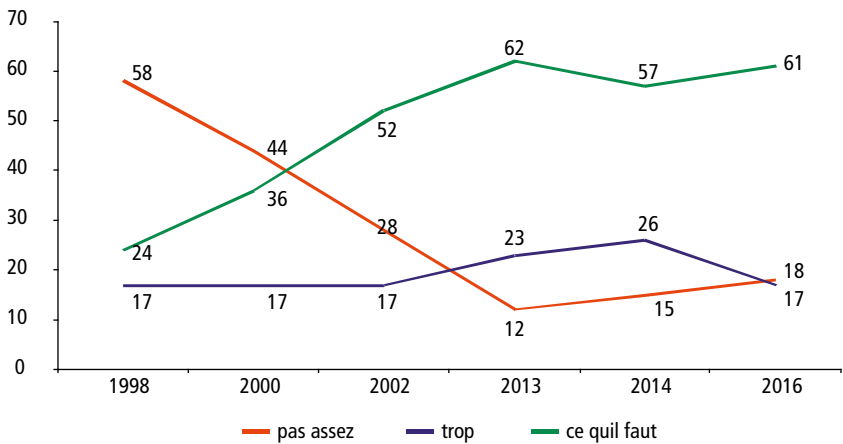
Source : enquêtes CEVIPOF /Sofres (mai 1988); Observatoire interrégional du politique (juin 1991), Baromètre CNCDH 1999; Cevipof/Panel électoral français 2002; Sofres / Association française des Amis de l'Université de Tel Aviv, mai 2005; Sofres-Infratest/ GFE (Group Focused Enmity), novembre-décembre 2008 et Baromètres CNCDH 2013-2016.

Un autre stéréotype ancien est celui d'une influence disproportionnée des juifs, véhiculé par le Protocole des Sages de Sion, le célèbre faux fabriqué par la police du tsar. Une des questions de l'enquête teste dans cette ligne le sentiment que « les juifs ont trop de pouvoir en France ». Le niveau d'approbation oscille entre 20% et 30%, avec des montées périodiques en fonction de l'actualité (figure 3.3). Un premier pic à 31% s'observe en 1999, lors du débat très médiatisé sur

l'indemnisation des spoliations subies par les juifs sous l'Occupation. Un second pic de 34 % survient après le début de la Seconde Intifada en septembre 2000, qui entraîne en France une vague de violences antisémites sans précédent. Un troisième pic s'observe en 2014 (37 %), après l'interdiction du spectacle de Dieudonné, en janvier, et celle de deux manifestations pro Palestiniennes à Paris cet été là. Mais depuis deux ans le niveau d'adhésion recule, passant pour la première fois en janvier 2016 sous la barre des 20 %. Et comme pour la question précédente, parallèlement au rejet croissant de ce stéréotype (+9 en deux ans), s'observe une hausse des refus de répondre à cette question, perceptible dès 2008 mais accélérée depuis deux ans (+9 points).

La mémoire de la Shoah

Figure 3.4. Évolution des opinions sur la mémoire de la Shoah

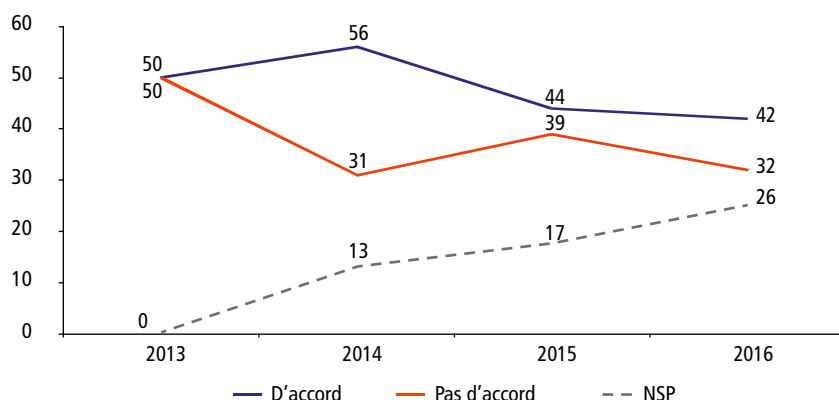


Sources : SOFRES/CRIF (30-31 octobre 1998) ; SOFRES/Le Nouveau mensuel (5-6 mai 2000), et Baromètres CNC DH 2002-2016.

Une manière détournée d'exprimer les thèses négationnistes est d'accuser les juifs d'instrumentaliser la Shoah à leur profit. Une question de l'enquête le mesure indirectement : « En France aujourd'hui avez-vous le sentiment qu'on parle trop, pas assez ou juste ce qu'il faut de l'extermination des juifs pendant la seconde guerre mondiale ? » (Figure 3.4). La majeure partie des enquêtés estime qu'on n'en parle ni trop, ni pas assez, « juste ce qu'il faut ». Le sentiment qu'on en parle « trop » est très minoritaire. S'il a augmenté entre 2002 et 2014, il est retombé en 2016 à son niveau de 1998, 17 %. Et depuis 2013, on voit lentement monter la proportion de ceux qui estiment qu'on n'en parle « pas assez ». Là le taux de sans réponses ne varie pas de manière significative, la réponse « juste ce qu'il faut » offrant une échappatoire aux indécis.

L'accusation de «double allégeance»

Figure 3.5. Adhésion à l'idée que pour les juifs français Israël compte plus que la France (%)



Source : Baromètres CNCDH 2013-2016.

La création d'Israël, État sioniste, ouvert à tous les juifs, a transformé le thème du juif «apatride» en soupçon de «double allégeance», illustrée par la fameuse apostrophe de Jean-Marie Le Pen à Lionel Stoleru, alors secrétaire d'État au Plan (1989), lui demandant lors d'un débat télévisé sur l'immigration s'il était exact qu'il avait «la double nationalité» française et israélienne. Ce stéréotype est mesuré par la question : «Pour les juifs français, Israël compte plus que la France». En 2013 déjà, plus de la moitié de l'échantillon se dit tout à fait ou plutôt d'accord (contre 37 % pas du tout ou plutôt pas d'accord). Fin 2014, après l'intervention israélienne Bordure protectrice à Gaza, la proportion atteint 55 % (contre 31 % pas d'accord). Le soutien affiché par les organisations représentatives de la communauté juive à Israël⁷, dans un conflit particulièrement meurtrier, tout comme la publicité faite au départ vers Israël d'un nombre croissant de juifs français traumatisés par la montée des violences antisémites, ont pu jouer en ce sens. Toutefois là encore rien n'est pareil après les attentats de 2015. Deux mois après ceux de janvier, la proportion des personnes interrogées estimant que «pour les juifs français Israël compte plus que la France» tombe à 44 % et en janvier 2016 à 42 %. Mais là aussi, une proportion croissante des personnes interrogées préfère ne pas répondre à cette question, dépassant le quart de l'échantillon en 2016. Si l'on tient compte des deux questions précédentes sur le rapport à l'argent et au pouvoir, c'est un tiers de l'échantillon qui n'a pas répondu à au moins une de ces trois questions concernant les juifs. Il faudra faire un recensement systématique des sans réponses aux autres questions de l'enquête, pour mettre en perspective ces refus de se prononcer. Mais à ce stade de l'analyse, les non-répondants à ces trois questions sur les juifs, -celles au demeurant où le taux de sans réponse est le plus élevé de l'enquête- ne se distinguent pas par leur âge, leur niveau de diplôme, leur positionnement

7. <http://www.crif.org/fr/communiquedeppresse/grand-rassemblement-de-soutien-a-israel-jeudi-31-juillet-1830-ambassade-d-israel-a-paris/51979>.

politique, leur niveau de racisme ou d'antisémitisme. Leur seul trait marquant est qu'il s'agit presque deux fois plus souvent de femmes, ce qui rejoint les résultats de l'expérience menée sur le sentiment de ne pouvoir parler librement de certains sujets, en particulier de l'islam (chapitre 2 de cette partie).

«Nouvel» et vieil antisémitisme

Deux questions enfin portent sur l'image d'Israël et les responsabilités réciproques des Israéliens et des Palestiniens dans la poursuite du conflit, permettant d'explorer la piste du «nouvel» antisémitisme polarisé sur l'État juif. Pierre-André Taguieff a été le premier en France à théoriser ce phénomène, qu'il préfère qualifier de nouvelle «judéophobie»⁸, terme à ses yeux plus précis que celui d'antisémitisme, qui au départ désigne le rejet de tous les «sémites», juifs et arabes. Ce nouvel antisémitisme ne se fonderait plus sur la notion de «peuple déicide» caractéristique de l'antijudaïsme chrétien, ou sur la prétendue supériorité de la race aryenne, comme au temps du nazisme, mais sur l'antisionisme, l'amalgame polémique entre «Juifs», «Israéliens» et «sionistes». Cet antisionisme, au nom de la défense des Palestiniens et des arabes, rapprocherait contre un ennemi commun des réseaux aussi différents que ceux de l'islamisme radical et de la gauche tiers-mondiste. Et il serait en train de passer de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'échiquier politique.

L'image d'Israël et du conflit

L'image de ce pays, qui était majoritairement positive en France au moment de la guerre des Six jours, s'est progressivement érodée⁹. Le tournant s'observe dès 1969, après les bombardements israéliens de l'aéroport de Beyrouth avec du matériel français, en représailles à un raid palestinien. L'occupation des territoires, la guerre du Liban de 1982, l'expansion des colonies, sont venus aggraver ce désamour, qui est loin d'être spécifique à la France¹⁰. Depuis 2013 le Baromètre de la CNCDH propose une liste de mots, demandant s'ils évoquent pour la personne interrogée quelque chose de «très positif», «plutôt positif», «plutôt négatif», «très négatif», ou «ni positif ni négatif». L'évocation d'Israël

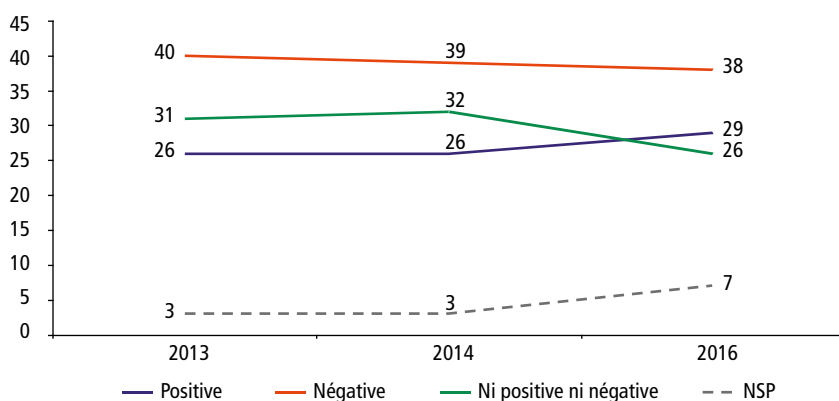
8. Pierre-André Taguieff en France : *La nouvelle judéophobie*, Paris, Fayard, 2002 ; *La judéophobie des modernes. Des Lumières au Jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 2008 ; *La nouvelle propagande antijuive*, Paris, PUF, 2010. Le débat n'est pas limité à la France : voir notamment en Angleterre : Paul Iganski, Barry Kosmin (dir.) *The New Antisemitism? Debating Judeophobia in the 21st Century*, Profile Books, 2003 ; et en Allemagne : Andreas Zick, Beate Kupper, « Transformed Anti-Semitism – a Report on Anti-Semitism in Germany », *Journal für Konflikt- und Gewaltforschung Journal for Conflict and Violence Research*, 2005, 7, 50–92.

9. Pour un rappel des grandes évolutions de l'opinion voir le bilan des sondages IFOP : « 1967-2014 – Regards sur Israël et les conflits du Proche-Orient », *IFOP. Collectors*, 31, Août 2014.

10. Le sondage annuel GlobeScan, effectué pour la BBC, interroge depuis dix ans sur la manière dont est perçue « l'influence dans le monde » d'une vingtaine de pays. Israël arrive systématiquement en bas du classement, avec 24 % de jugements positifs contre 50 % de négatifs en 2014, à peine mieux que la Corée du Nord, l'Iran et le Pakistan. Et l'image d'Israël est encore plus mauvaise au Royaume Uni et en Allemagne qu'en France (respectivement 72 et 67 % versus 64 %). Voir « The Country Ratings Poll of 24 nations », sondage GlobeScan/PIPA auprès d'un échantillon de 24,542 personnes dans 24 pays effectué entre Décembre 2013 et Avril 2014. Il est demandé d'évaluer pour une liste de 17 pays si leur influence dans le monde est plutôt positive ou plutôt négative : <http://www.globescan.com/news-and-analysis/press-releases/press-releases-2014/315-negative-views-of-russia-on-the-rise-global-survey.html>.

suscite toujours une nette majorité de jugements négatifs, tandis qu'un gros tiers de l'échantillon ne se prononce pas (réponse « ni positif ni négatif » ou refus de répondre) (figure 3.6). Depuis l'an dernier on note juste une légère remontée des réponses positives (29 %, +3 points par rapport aux deux dernières années) et un léger recul des opinions négatives (38 % contre 40 % en 2013). L'autre question aborde les responsabilités dans la continuation du conflit israélo-palestinien. Cette année, pour obliger les personnes interrogées à choisir, la possibilité de répondre « autant l'un que l'autre » avait été supprimée, on ne peut donc comparer terme à terme. Cela affecte surtout la proportion de personnes désignant les Israéliens comme responsables, qui atteint 30 %, soit une hausse de 9 points par rapport aux deux années précédentes (contre 10 % désignant les Palestiniens comme responsables, soit une hausse de 3 points depuis 2013). Mais la structure des réponses reste inchangée. Si tout au long de la période les Israéliens sont trois fois plus souvent perçus comme responsables du conflit que les Palestiniens, c'est le refus de se prononcer qui prédomine¹¹, reflétant la lassitude de l'opinion à l'égard d'un conflit qui dure depuis trop longtemps et la tentation de rejeter dos à dos ses protagonistes¹².

Figure 3.6. Image d'Israël



Baromètres CNCDH 2013-2016.

Le rôle structurant du « vieil » antisémitisme

Le croisement des questions relatives aux juifs, à Israël et au conflit (tableau 3.1), montre qu'elles sont corrélées, et qu'elles permettraient de construire un indicateur global d'antisémitisme¹³. Mais on distingue dans cet ensemble un bloc d'opinions particulièrement soudées, relevant de ce qu'on pourrait appeler le vieil antisémitisme, liant les juifs à l'argent, au pouvoir, leur reprochant leur

11. 71 % ne se prononcent pas en 2013 (63 % de réponses « autant l'un que l'autre » et 8 % « ne sait pas »), contre 72 % en 2014 (respectivement 65 % et 7 %) et 60 % « ne sait pas » en 2016.

12. Sondage Ifop pour *Sud-Ouest Dimanche*, « Les Français et le conflit israélo-palestinien », 6-8 août 2014 (N=1013).

13. Il s'agit d'une analyse dite de fiabilité. L'alpha de Cronbach qui varie entre 0 (aucune fiabilité) et 1 (fiabilité parfaite) mesure le degré de covariance entre les items. Il est ici de 0,64.

communautarisme (groupe à part) et leur attachement à Israël, et leur déniant la qualité de Français comme les autres (tableau 3.1). Ces cinq items sont les plus structurants dans cet univers de préjugés anti-juifs, comme en témoigne la force de leurs coefficients de corrélation à l'indicateur global d'antisémitisme (dernière colonne du tableau), tout particulièrement le stéréotype de leur pouvoir excessif, suivi par celui de leur rapport à l'argent (respectivement 0,58 et 0,47). Ils permettent de construire une échelle hiérarchique d'antisémitisme plus robuste que l'indicateur global. Être « tout à fait d'accord » avec l'idée que les juifs ont trop de pouvoir dénote le degré le plus élevé d'antisémitisme, ne pas rejeter absolument le cliché de leur rapport à l'argent (toute autre réponse que « pas d'accord du tout ») son degré le plus bas (Tableau 3.2)¹⁴.

Tableau 3.1. Matrice des corrélations entre les opinions à l'égard des juifs et d'Israël

	Pouvoir	Argent	+Israélien	Pas Français	Groupe	Israel-	Religion-	Shoah	Conflit	Item/Total
Pouvoir -	1,000	0,55	0,41	0,31	0,25	0,23	0,05	0,14	0,15	0,58
Argent		1,000	0,47	0,28	0,24	0,10	- 0,15	0,06	0,05	0,47
Israël compte+			1,000	0,22	0,19	0,05	0,00	0,12	0,04	0,41
Pas français				1,000	0,13	0,17	0,18	0,10	- 0,00	0,36
Groupe à part					1,000	0,11	0,15	0,11	0,00	0,30
Israel négatif						1,000	0,32	0,03	0,16	0,28
Religion négative							1,000	0,04	0,04	0,16
Parle trop Shoah								1,000	0,10	0,16
Conflit Palestiniens									1,000	0,13

Toutes les réponses ont été recodées pour être orientées dans le même sens, négatif.

Tableau 3.2. Échelle d'antisémitisme (%)

	2013	2014	2015	2016
Les juifs ont trop de pouvoir en France : Tout à fait d'accord/ plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR	11,5	14	11	6
Les Français juifs sont des Français comme les autres : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord/ plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR	14	14	10	9
Pour chacune des catégories suivantes- les juifs - dites-moi si elle constitue actuellement pour vous : un groupe à part dans la société / Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas particulièrement un groupe, SR	32	28	27	24

14. Il s'agit d'une échelle d'attitude hiérarchique, comme toutes les échelles présentées dans le chapitre précédent (chapitre 2).

	2013	2014	2015	2016
<i>Pour les juifs français, Israël compte plus que la France : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord / plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR</i>	52	56	44	42
<i>Les juifs ont un rapport particulier à l'argent : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord / Pas d'accord du tout, SR</i>	83	81	68	59

En gras les réponses qui dénotent l'ethnocentrisme.

En revanche les opinions à l'égard d'Israël sont moins corrélées à cet univers de préjugés antisémites (tableau 3.1), celles à l'égard de la religion juive, de la Shoah et du conflit israélo-palestinien encore moins, elles relèvent d'un autre univers attitudinal. On le vérifie en faisant une analyse factorielle, qui fait apparaître les principes d'organisation des réponses ou facteurs¹⁵. Elle dégage un premier facteur auquel contribuent toutes les variables entrées dans le modèle (tableau 3.3), mais structuré par les préjugés relevant du « vieil » antisémitisme, surtout la croyance dans le pouvoir excessif des juifs et leur rapport particulier à l'argent (coefficients de 0,69 et 0,65). Le sentiment de trop parler de la Shoah vient loin derrière, suivi par l'image négative d'Israël, de la religion juive et l'attribution à Israël de la prolongation du conflit avec les Palestiniens. Le second facteur, qu'on pourrait qualifier d'anti israélisme, est structuré par une image négative d'Israël, de sa responsabilité dans le conflit et de la religion juive. Toutes les autres variables, en particulier celles qui sont au cœur de l'antisémitisme traditionnel (argent, double allégeance), y contribuent négativement. Un troisième facteur est structuré par le rejet du judaïsme et le déni de la qualité de citoyens français aux juifs. Et tant les préjugés antisémites traditionnels que les opinions sur l'enjeu israélo-palestinien lui sont corrélés négativement. À eux trois ces facteurs expliquent 52% de la variance, et le premier facteur, celui du « vieil antisémitisme, plus du quart à lui seul.

Tableau 3.3. Analyse en composantes principales sur les préjugés envers les juifs et Israël

	Facteur 1	Facteur 2	Facteur 3
Un groupe à part	,602	-,164	,184
Pas des Français comme les autres	,473	-,014	,546
Pour eux Israël compte plus que la France	,616	-,336	-,131
Ils ont un rapport particulier à l'argent	,654	-,334	-,236
Ils ont trop de pouvoir	,693	-,077	-,256
Image négative de la religion juive	,305	,521	,450
Image négative d'Israël	,379	,661	-,078
On parle trop de l'extermination des juifs pendant la 2 ^e GM	,396	,062	,221
Israël a la plus grande responsabilité dans la poursuite du conflit	,274	,544	-,554

15. Il s'agit ici d'une analyse en composantes principales, reprenant les neuf variables dichotomisées. La dixième, portant sur la condamnation de propos comme « sale juif », n'a pu être intégrée car elle n'a été posée qu'à la moitié de l'échantillon cette année.

Le lien entre nouvel et ancien antisémitisme

Au cœur de la thèse du nouvel antisémitisme il y a l'idée que les préjugés envers les juifs ne sont pas de même nature que les autres préjugés racistes, en particulier ceux qui ciblent les immigrés, les maghrébins, les arabes, les musulmans. Les données du Baromètre CNCDH ne vont pas dans ce sens. Le chapitre précédent montrait déjà qu'on peut construire une échelle globale d'ethnocentrisme, où le rejet des juifs va de pair avec celui des musulmans, des étrangers, des immigrés (chapitre 2, tableau 2.1). Les scores sur une échelle hiérarchique d'antisémitisme sont corrélés avec les scores obtenus par les personnes interrogées sur une échelle de sentiment anti-immigrés stricto sensu (0,36), avec leur auto définition comme raciste (0,25), avec les scores sur l'échelle de favoritisme envers les immigrés et l'échelle de non sensibilité aux discriminations vécues par les Maghrébins et les Noirs (0,30 et 0,24). En fait, l'antisémitisme tel que le mesure notre échelle est même plus corrélé avec l'échelle de rejet des immigrés (0,36) qu'avec l'image d'Israël ou la vision du conflit israélo-palestinien (dans les deux cas 0,14).

Les facteurs explicatifs des préjugés antisémites

Les facteurs qui expliquent le rejet des juifs sont globalement les mêmes que ceux qui expliquent les autres préjugés (tableau 3.4). Les scores égaux ou supérieurs à deux sur l'échelle sont plus fréquents chez les personnes âgées (52 %), chez les non bacheliers (52 %), chez celles qui ont peu de ressources et qui ont le sentiment que leur situation économique se dégrade (51 et 53 %). La religion joue moins. Globalement les catholiques se montrent un peu plus antisémites que la moyenne, suivis par les fidèles d'une autre religion, et les moins antisémites sont les personnes qui se déclarent sans religion (respectivement 45, 43 et 38,5 % de scores élevés). Mais chez les catholiques, contrairement aux années précédentes, et comme on l'a vu pour l'ethnocentrisme, l'antisémitisme est un peu plus élevé chez les non pratiquants que chez les pratiquants réguliers ou occasionnels (respectivement 47, 41 et 39 %, alors qu'en 2014 on passait de 29 % chez les non pratiquants à 50 % chez les pratiquants réguliers). Ces préjugés traditionnels envers les juifs sont beaucoup moins fréquents à gauche qu'à droite de l'échiquier politique. 58 % des personnes se classant dans les deux dernières cases de l'échelle gauche droite, contre 37 % de celles qui se classent dans les deux premières sont antisémites au sens où nous l'avons défini. Les contrastes sont encore plus frappants en termes de proximité partisane : 55 % des proches du FN ont des scores élevés d'antisémitisme et 47 % des proches de Les Républicains, contre 25 % chez les proches du Front de gauche, des communistes ou des trotskystes, et 20 % chez les sympathisants écologistes.

Contrairement au racisme anti-immigré enfin, l'antisémitisme s'observe quelle que soit l'origine des personnes interrogées (tableau 3.4), la France issue de la diversité n'en est pas exempte. La proportion de scores moyens ou hauts sur notre échelle est même légèrement plus élevée chez celles qui ont au moins un parent ou un grand-parent étranger et notamment non européen (44 % et 45 %, contre 41 % chez les personnes sans ascendance étrangère)¹⁶.

16. De même la proportion de personnes avec des scores d'au moins deux sur l'échelle d'antisémitisme est un peu plus fréquente chez celles de religion musulmane (47 % versus 42 %), mais la taille réduite des effectifs incite à la prudence (N=47).

Tableau 3.4. Facteurs explicatifs de l'antisémitisme (%)

% de scores élevés sur l'échelle d'antisémitisme	Scores 2-5
SEXE	
Homme	44
Femme	41
AGE	
18-24 ans	28
25-34 ans	39
35-44 ans	35
45-60 ans	43
60 +	52
DIPLÔME	
Moins que le bac	52
Bac	38
Bac + 2	36
Bac +3	24
ÉCHELLE Gauche /Droite	
Gauche (1,2)	37
Centre gauche (3)	35
Centre (4)	43
Centre droit (5)	40
Droite (6,7)	58
REVENUS MENSUELS	
Moins de 1400 euros	51
1400-2000	46
2000-3000	41
+ 3000	36
PRATIQUE RELIGIEUSE CATHOLIQUE	
Pratiquant régulier	41
Occasionnel	39
Non pratiquant	47
Autre religion	43
Sans religion	38
SITUATION ÉCONOMIQUE RESENTIE	
« Je vis moins bien qu'il y a quelques années »	
Tout à fait d'accord	53
Plutôt d'accord	40
Plutôt pas	37
Pas du tout	29
ASCENDANCE	
Français sans ascendance étrangère	41
Avec au moins un parent/grand-parent étranger	44
Au moins un ascendant étranger non européen	45
Ensemble	42

Source : Baromètre CNCDH 2016.

Ces divers facteurs explicatifs peuvent se recouper, se contrebalancer, l'un peut masquer l'effet de l'autre. Par exemple on sait que les jeunes sont globalement plus instruits, les catholiques pratiquants plus à droite, etc. Une technique statistique, la régression logistique, permet de distinguer l'effet spécifique de chaque variable sur l'antisémitisme « toutes choses égales par ailleurs », en considérant comme antisémite toute personne avec un score supérieur à un sur l'échelle. Les

années précédentes seuls la pratique religieuse, le diplôme et le positionnement politique avaient des effets statistiquement significatifs sur le niveau d'antisémitisme. Cette année l'orientation politique et le diplôme arrivent toujours en tête des facteurs explicatifs, une fois contrôlés les effets des autres variables entrées dans le modèle. Mais l'âge s'y est rajouté, confirmant les travaux récents explorant l'impact de la dynamique générationnelle sur les valeurs et l'ouverture aux autres¹⁷. En revanche la pratique religieuse perd son pouvoir explicatif, en raison de l'évolution déjà notée des catholiques pratiquants vers plus de tolérance. La figure suivante illustre les probabilités, prédites par le modèle, d'être antisémite quand se combinent les effets des deux variables les plus prédictives, niveau de diplôme et positionnement sur l'échelle gauche droite (figure 3.7).

Figure 3.7. Probabilité prédite d'être antisémite par diplôme et positionnement politique

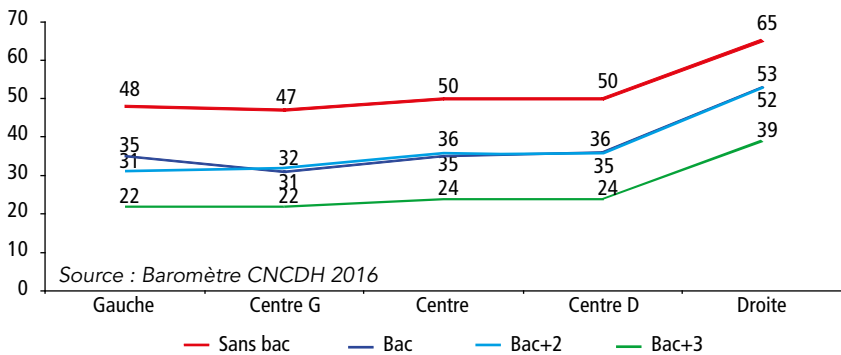
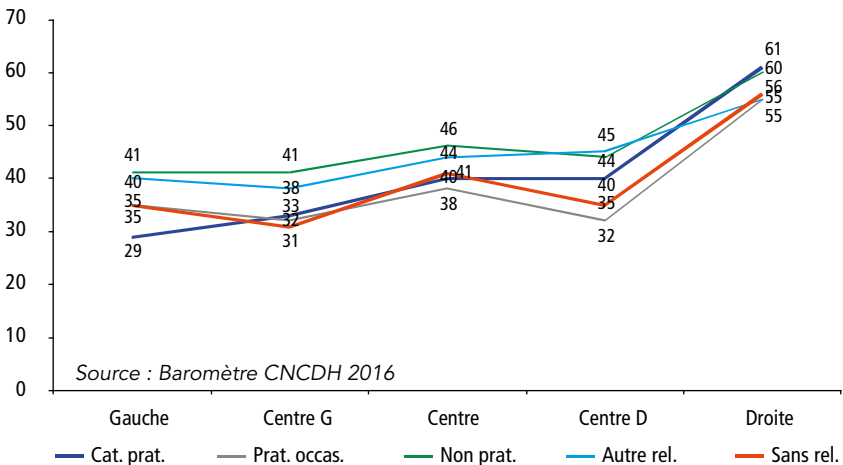


Figure 3.8. Probabilité prédite d'être antisémite par pratique religieuse et positionnement politique



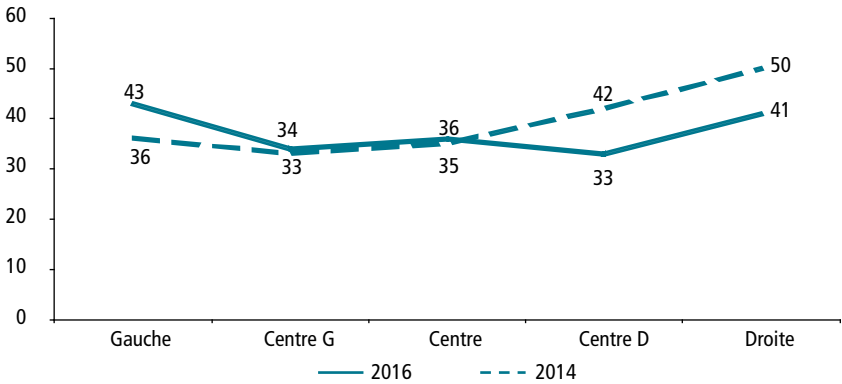
17. Vincent Tiberj, *Les citoyens qui viennent : comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, mémoire d'HDR, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 8 février 2016.

Qu'on se situe à gauche au centre ou à droite, l'effet du diplôme est manifeste. Moins on a fait des études, plus la probabilité d'avoir des préjugés envers les Juifs augmente, atteignant son maximum chez les personnes qui n'ont jamais fait d'études ou qui n'ont pas décroché le bac et son minimum chez celles qui ont continué à l'université (au moins bac +3). Quel que soit son diplôme, les chances qu'une personne soit antisémite augmentent d'autant plus qu'elle se situe à droite. Et les effets des deux variables se cumulent, faisant varier la probabilité d'être antisémite de 65 % chez les peu diplômés de droite à 22 % chez les très diplômés de gauche (figure 3.7). Les interactions entre l'orientation politique et la religion en revanche sont plus complexes (figure 3.8). Quelle que soit la pratique religieuse, le niveau d'antisémitisme s'élève à mesure qu'on se rapproche du pôle droit de l'échiquier politique. Mais l'effet de la religion n'est pas le même selon la couleur politique. Chez les interviewés de droite, elle n'a qu'un effet mineur. Le niveau d'antisémitisme est aussi élevé (plus de 60 % de scores moyens ou élevés) chez les catholiques très pratiquants que chez les non pratiquants et cinq points seulement les séparent des non catholiques et des pratiquants occasionnels. À gauche en revanche la religion compte plus et l'effet de la pratique s'inverse. Les catholiques pratiquants sont les moins intolérants, avec un niveau d'antisémitisme inférieur d'une douzaine de points à celui des non pratiquants.

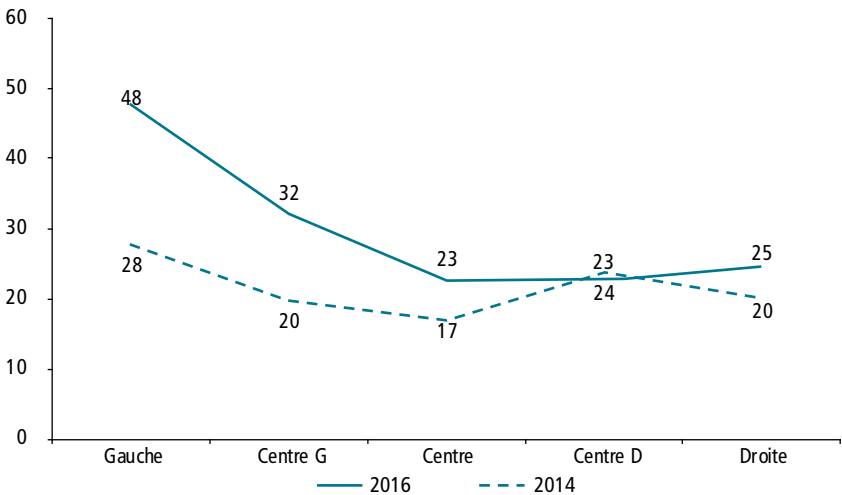
Image d'Israël, antisémitisme et orientation politique

La thèse du « nouvel » antisémitisme suppose que la diabolisation d'Israël est plus fréquente à l'extrême gauche, sur une ligne anti-impérialiste et tiers-mondiste. Ce n'était pas le cas en 2013 et 2014. Israël était alors plus critiqué par les répondants de droite. Plus de la moitié d'entre eux avait d'Israël une image plutôt voire très négative, contre un gros tiers (36 %) des répondants de gauche (figure 3.9). En 2016 en revanche les opinions envers Israël ont évolué. Elles décrivent une parfaite courbe en U, suite à un chassé-croisé des opinions négatives, qui remontent chez les répondants les plus à gauche (+ 7 points), mais décroissent chez les répondants les plus à droite (-9 points). Quant au sentiment que les Israéliens sont les premiers responsables pour la poursuite du conflit israélo-palestinien, il s'est beaucoup plus renforcé à gauche (+20 points) qu'à droite (+5 points), atteignant dans les deux premières cases de l'échelle gauche droite un niveau record de 48 %, presque deux fois plus élevé qu'à droite (figure 3.10).

En croisant image d'Israël et scores sur l'échelle d'antisémitisme avec le positionnement sur l'échelle gauche droite (tableau 3.5), on a une vision plus fine de la manière complexe dont s'articulent nouvel et ancien antisémitisme. On remarque d'abord le poids des personnes indifférentes à la question d'Israël (image ni positive ni négative) : un tiers de l'échantillon. Chez celles qui ont une opinion, c'est toujours chez celles qui se situent le plus à droite que le double rejet des juifs et d'Israël est le plus fréquent, atteignant un niveau de 29 % (10 points au-dessus de la moyenne de l'échantillon). C'est toujours chez les plus à gauche inversement qu'on trouve le plus de personnes non-antisémites mais critiques d'Israël (26 %, contre 19 % en moyenne dans l'échantillon). En deux ans, la proportion des premiers (antisémite/anti-israélien de droite) a baissé de onze points tandis que la proportion des seconds (anti-israélien/ non antisémite de

Figure 3.9. Image négative d'Israël par position politique (2014-2016)

Source : Baromètres CNC DH 2014-2016.

Figure 3.10. Responsabilité des Israéliens dans la poursuite du conflit (2014-2016)

Source : Baromètres CNC DH 2014-2016.

gauche) a augmenté de quinze points. Une vision critique d'Israël se renforce chez les plus à gauche (deux premières cases de l'échelle gauche droite), mais elle n'est pas associée aux stéréotypes anti juifs habituels, ni d'ailleurs à aucune échelle de racisme¹⁸. Tandis qu'à droite les préjugés traditionnels, associés ou non à une image négative d'Israël, sont plus fréquents, mais en net recul depuis deux ans. L'analyse factorielle déjà évoquée confirme la spécificité des profils

18. Ainsi sur notre échelle d'ethnocentrisme c'est chez les non antisémites anti-Israéliens que la proportion de notes élevées est la plus faible (15 % sur 92 cas), alors qu'elle atteint son niveau le plus élevé chez les antisémites anti-Israéliens de droite (92 % sur 64 cas).

associés à ces deux attitudes distinctes. Du côté du premier facteur, structuré par le « vieil » antisémitisme, on trouve plutôt des personnes âgées, peu diplômées (non-bacheliers), et de droite voire d'extrême droite. Du côté du second facteur structuré par la critique d'Israël et de son rôle dans le conflit, ce sont plutôt des jeunes, diplômés et proches de la gauche non socialiste.

Tableau 3.5. Antisémitisme et image d'Israël par position sur l'échelle gauche droite (%)

Échelle Antisémitisme	Image d'Israël	Autoposition					Moyenne 2016(2015)
		Gauche	Centre G	Centre	Centre D	Droite	
Non antisémite (0-1)	Positive	14	21	16	17	18	17 (11)
	Négative	26	21	17	17	12	19 (11)
	Indifférente	23	23	24	26	12	22 (18)
Antisémitite (2-5)	Positive	12	10	12	13	13	12 (15)
	Négative	18	12	20	16	29	19 (28)
	Indifférente	8	13	11	11	16	11 (17)
		(210)	(179)	(349)	(129)	(148)	100

Source : Baromètre CNCDH 2016.

Les résultats nuancent la thèse d'un nouvel antisémitisme chassant l'ancien. La question d'Israël ne passionne guère, celle du conflit avec les Palestiniens encore moins. Moins d'un tiers de l'échantillon se prononce sur ces deux questions, 43 % sur une seule des deux, un quart sur aucune¹⁹. À la différence des actes antisémites, très réactifs, depuis le déclenchement de la Seconde Intifada, au conflit israélo-palestinien²⁰, les opinions restent structurées par les stéréotypes liés au pouvoir, à l'argent, à la suspicion de non-allégeance totale à la nation française, bref au vieil antisémitisme. Si depuis un an une vision négative d'Israël et de sa responsabilité dans la poursuite du conflit progresse fortement à l'extrême gauche (sympathisants de la gauche non socialiste et personnes se positionnant sur les deux premières cases de l'axe gauche droite), elle est dissociée des préjugés anti-juifs. Quant à ces derniers, leur recul depuis 2014 est encore plus marqué que celui des préjugés envers les autres minorités, comme si la violence des actes dont les juifs ont été victimes suscitait un réflexe de compassion et de solidarité à leur égard dans l'opinion publique.

19. Sont considérées comme « ne se prononçant pas » les personnes refusant de répondre (soit 60 % sur les responsabilités de la prolongation du conflit et 7 % sur l'image d'Israël) plus celles choisissant la réponse « ni positive ni négative » dans la question sur l'image d'Israël (26 %).

20. Sur ces évolutions voir notamment Nonna Mayer, « Vieux et nouveaux visages de l'antisémitisme en France », in Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Dominic Thomas (dir.), *Vers la guerre des identités ?*, Paris, La Découverte (à paraître 2016).